

La Tribune, 8 mars 2011, page 10

# Une révolution contre elles

À l'aube du prochain budget du gouvernement Charest, il est clair que ce dernier s'apprête à poursuivre son opération de déconstruction des services publics et à maintenir les mesures de tarification adoptées dans son dernier budget, pompeusement placé à l'enseigne d'une «révolution culturelle». Pour l'Intersyndicale des femmes, l'expression «révolution contre elles» serait plus appropriée puisque les mesures proposées ont des impacts majeurs sur les femmes.

Après lecture du rapport «La révolution tarifaire au Québec», l'Intersyndicale des femmes a demandé à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) de se pencher sur le cas des familles monoparentales. Les données obtenues démontrent qu'avec un revenu après impôt de 25 000 \$, elles devront affecter près de 20 % de leur revenu au paiement de tarifs (de frais de santé, d'électricité, de services de garde), soit une hausse de 6,8 % alors que les familles avec deux parents ayant un revenu après impôt de 194 500 \$ n'y consacreront

que 3 %.

De plus, le démantèlement de l'État se fait sur le dos des femmes. Non seulement travaillent-elles en majorité dans le secteur public mais elles sont aussi de grandes utilisatrices de ses services (soins de santé, services de garde). En outre, elles pallient de plus en plus les lacunes de ces services en s'occupant de leurs proches (enfants, parents). Tout ceci se fait au détriment de leur santé et de leur autonomie financière.

L'argument martelé pour justifier cette dite révolution, soit le manque de ressources de l'État, n'est pas une fatalité comptable. Plusieurs avenues pourraient être explorées si nos élus avaient la volonté politique de maintenir des services publics de qualité. Instaurer un quatrième palier d'imposition pour les revenus les plus élevés (127 000 \$ et plus) permettrait de récupérer 950 millions \$. Des mesures de contrôle du coût des médicaments permettraient d'économiser jusqu'à un milliard \$ par année. Lorsqu'on se donne la peine d'explorer d'autres options, on

réalise qu'il existe des moyens de renflouer les coffres de l'État sans piger dans les poches des personnes les plus économiquement vulnérables.

Nous attendons de notre gouvernement qu'il fasse preuve de cohérence. Nous ne voulons pas de sa «révolution culturelle». Il doit agir concrètement pour que toutes et tous, sans égard aux revenus, aient un véritable accès à la santé, à l'éducation, aux services de garde et aux services essentiels, car nous sommes et serons toujours en action, pour le respect de nos droits!

**L'Intersyndicale des femmes est composée de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), de la Centrale des syndicats démocratique (CSD), de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ), du Syndicat des professionnelles et des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ).**

Le Droit, 8 mars 2011, page 17

Prochain budget du Québec

## Une « révolution » contre les femmes

*LeDroit publie aujourd'hui des extraits d'une lettre de l'Intersyndicale des femmes.*

*Cette coalition est composée de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), de la Centrale des syndicats démocratique (CSD), de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ), du Syndicat des professionnelles et des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ).*

Une « révolution culturelle », prétend Bachand. Une révolution contre elles, répond l'Intersyndicale des femmes.

À l'aube du prochain budget du gouvernement Charest, il est clair que ce dernier s'ap-

prête à poursuivre son opération de déconstruction des services publics et à maintenir les mesures de tarification qu'il a adoptées dans son dernier budget, pompeusement placé à l'enseigne d'une « révolution culturelle ». Pour l'Intersyndicale des femmes, l'expression « révolution contre elles » serait plus appropriée puisque les mesures proposées ont des impacts majeurs sur les femmes.

Les femmes sont déjà particulièrement affectées par ces mesures et elles le seront encore davantage. Pour bon nombre d'entre elles le parcours vers l'égalité ne pourra qu'être compromis.

Après lecture du rapport *La révolution tarifaire au Québec*, l'Intersyndicale des femmes a demandé à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) de se pencher

sur le cas des familles monoparentales. Les données obtenues démontrent qu'avec un revenu après impôt de 25 000 \$, elles devront affecter près de 20 % de leur revenu au paiement de tarifs (de frais de santé, d'électricité, de services de garde), soit une hausse de 6,3 % alors que les familles avec deux parents ayant un revenu après impôt de 194 500 \$ n'y consacreront que 3 %.

De plus, le démantèlement de l'État se fait sur le dos des femmes. Non seulement travaillent-elles en majorité dans le secteur public, mais elles sont aussi de grandes utilisatrices de ses services (soins de santé, services de garde). En outre, elles pallient de plus en plus les lacunes de ces services en s'occupant de leurs proches (enfants, parents). Tout ceci se fait au détriment de leur propre santé et de leur

autonomie financière, présente et future.

Toutefois, l'argument martelé pour justifier cette dite révolution, soit le manque de ressources de l'État, n'est pas une fatalité comptable. Plusieurs avenues pourraient être explorées si nos élus avaient la volonté politique de maintenir des services publics de qualité. Instaurer un quatrième palier d'imposition, par exemple à un taux de 28% pour les revenus les plus élevés (soit 127 000 \$ et plus), permettrait de récupérer 950 millions de dollars. Des mesures de contrôle du coût des médicaments, pour leur part, permettraient d'économiser jusqu'à un milliard de dollars par année. Lorsqu'on se donne la peine d'explorer d'autres options, on réalise qu'il existe des moyens de renflouer les coffres de l'État sans piger dans les poches des personnes

les plus économiquement vulnérables.

Nous attendons de notre gouvernement qu'il fasse preuve de cohérence. Nous ne voulons pas de sa «révolution culturelle». Il doit agir concrètement pour que toutes et tous, sans égard aux revenus, aient un véritable accès à la santé, à l'éducation, aux services de garde et aux services essentiels, car nous sommes et serons toujours en action, pour le respect de nos droits !

Marie-Claire Baigner,  
Jeanne Bouchard,  
Michèle Boisclair,  
Louise Chabot,  
Éloïse Giroux,  
Lucie Grandmont,  
Geneviève Lantier,  
Micheline Laplante,  
Chantal Locat,  
Renée Rodrigue,  
Monique Voisine